



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

24-30 juin 2009



25 juin 2009 : Trois ans se sont écoulés depuis l'enlèvement de Gilad Shalit
(Site Internet du ministère israélien des Affaires étrangères, 29 juin 2009)

Aperçu général

- Le calme dans le Néguev occidental s'est poursuivi au cours de la semaine écoulée et aucune roquette ni obus de mortier n'a été tiré(e) en Israël.
- Le 25 juin a marqué le troisième anniversaire de l'enlèvement du soldat franco-israélien Gilad Shalit. Le ministre de la Défense Ehud Barak a déclaré que les informations publiées sur son sort étaient incorrectes et pourraient même être nuisibles. Selon lui, "moins nous parlons et plus nous nous concentrons sur l'action." En parallèle, les déclarations du Hamas à ce sujet indiquent des espérances en baisse quant au progrès réalisés dans les contacts pris pour sa libération.

- Le Fatah et le Hamas ont annoncé des progrès dans les pourparlers de réconciliation organisés au Caire, en vue de la date-butoir fixée par l'Egypte le 7 juillet. Les médias palestiniens et arabes ont annoncé que les deux côtés avaient promis de libérer leurs détenus respectifs, bien que les arrestations mutuelles se poursuivent en Judée-Samarie et dans la bande de Gaza.

Événements importants

Bande de Gaza

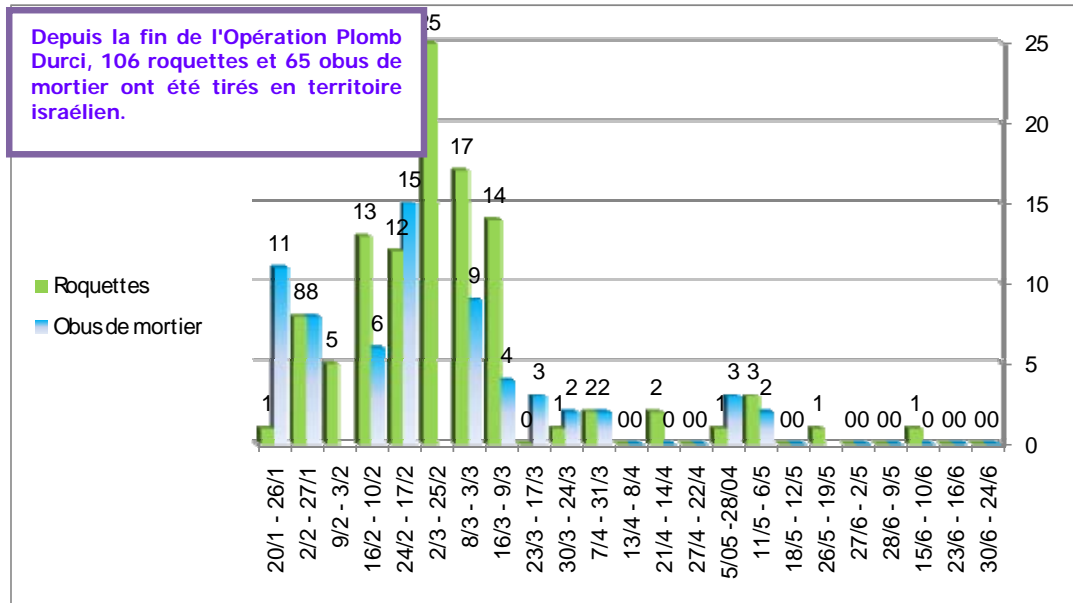
Tirs de roquettes et d'obus de mortier

- Le calme règne toujours dans le Néguev occidental. Pendant la semaine écoulée, aucun tir de roquette ou d'obus de mortier n'a été identifié en territoire israélien. La presse a annoncé que le Hamas empêchait les organisations terroristes rebelles de tirer des roquettes : le 22 juin, des heurts ont opposé des membres du Hamas et du Jihad Islamique Palestinien après le refus du Hamas de leur permettre de tirer des roquettes en direction du Néguev (Forum affilié au Fatah, 23 juin 2009).

Incidents près de la barrière de sécurité

- Le 25 juin, des tirs d'armes légères ont visé le terminal de carburant de Nahal Oz sans faire de blessé. La branche militaro-terroriste du Front Populaire de Libération de la Palestine a revendiqué la responsabilité de l'attaque (Site Internet des Brigades Abu Ali Mustafa, 25 juin 2009).
- Le 29 juin, deux Palestiniens ont été identifiés plaçant un engin piégé à deux kilomètres au Sud-Ouest du terminal de Karni. Des soldats de Tsahal ont tiré des obus de mortier dans leur direction, avant de passer le secteur au peigne fin. Deux obus de mortier ont été tirés sur les soldats. Le Hamas a revendiqué la responsabilité des tirs.

Tirs de roquettes et d'obus de mortier depuis la fin de l'Opération Plomb Durci



Judée-Samarie

■ Les forces de Tsahal ont poursuivi leurs activités de contreterrorisme en Judée-Samarie au cours de la semaine, arrêtant plusieurs douzaines de Palestiniens soupçonnés d'activité terroriste.

■ Ci-dessous les principaux événements :

- **28 juin** : Trois cocktails Molotov ont été lancés sur un autobus israélien au Sud-Ouest de Bethléem. Un feu s'est déclaré près de l'autobus et a été éteint par Tsahal. Il n'y a pas eu de blessé.
- **26 juin** : Deux soldats de Tsahal et un garde-frontière ont été légèrement blessés par des pierres lancées pendant une manifestation près des villages de Na'alín et Bil'in, à l'Ouest de Ramallah.

Allègement des conditions pour les Palestiniens en Judée-Samarie

■ Le 25 juin, dans un geste de bonne volonté envers l'Autorité Palestinienne, Israël a annoncé son intention de **réduire l'activité de Tsahal au minimum** dans quatre villes importantes de

Judée-Samarie : Ramallah, Jéricho, Bethléem et Qalqilya. Selon un communiqué, les forces de Tsahal n'entreront dans les villes qu'en cas d'impérieuse nécessité. Cette mesure vise à permettre aux forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne d'étendre leur présence et d'améliorer leur efficacité dans la préservation de l'ordre public.

■ Des sources de l'Autorité Palestinienne ont déclaré que la mesure n'avait aucune signification sécuritaire. Elles ont affirmé ne pas avoir encore reçu de garanties israéliennes quant au retrait des forces israéliennes des villes (Agence de presse Ma'an, 25 juin 2009). Des sources de Naplouse ont salué les allègements récemment adoptés par Tsahal aux barrages, particulièrement au barrage de Hawara au Sud de la ville. Selon des résidents, le démantèlement des barrages a un effet positif sur l'économie ainsi que sur la sécurité, et contribue à promouvoir le processus de paix (Al-Hayat Al-Jadeeda, 27 juin 2009).

La bande de Gaza après l'Opération Plomb Durci

Les terminaux entre Israël et la bande de Gaza

■ Durant la semaine écoulée, les terminaux entre Israël et la bande de Gaza ont été ouverts au passage de marchandises et de personnes. Les livraisons d'aide humanitaire continuent à un taux moyen de 100 camions par jour. L'Égypte a ouvert le terminal de Rafah pendant trois jours, les 27, 28 et 29 juin, pour le passage des Palestiniens (Agence de presse Ma'an, 27 juin 2009), permettant à plusieurs centaines de civils palestiniens d'utiliser le terminal. Le ministère de l'Intérieur de l'administration *de facto* du Hamas a exprimé sa satisfaction face à l'importance du trafic civil et la conduite des autorités égyptiennes (Agence de presse du Moyen-Orient, 27 juin 2009).

■ Ismail Haniya, le chef de l'administration *de facto* du Hamas, s'est rendu au terminal de Rafah à l'occasion de son ouverture et a appelé l'Égypte à le laisser constamment ouvert afin d'atténuer la détresse des Gazaouites. Il a ajouté que son administration était encline à coopérer au sujet de l'ouverture du terminal. Il a déclaré que l'administration du Hamas acceptait une présence égyptienne et européenne au terminal, aussi bien que la présence de la garde présidentielle de l'Autorité Palestinienne et de l'administration du Hamas (Site Internet Palestine-Info du Hamas, 27 juin 2009).

■ Il a été également annoncé que le Président égyptien Hosni Moubarak avait autorisé un projet de reconstruction du terminal, endommagé pendant des manifestations palestiniennes en 2008. Le terminal sera reconstruit avec des moyens de contrôle sophistiqués. Le projet devrait être financé par les Etats-Unis, qui ont alloué 23 millions de dollars pour l'acquisition d'équipement sécuritaire et pour la formation des forces égyptiennes qui seront déployées au terminal (Word Tribune, 28 juin 2009).

Aide humanitaire livrée à la bande de Gaza par des organisations étrangères

■ Le départ d'un navire de l'organisation Free Gaza, supposé mettre les voiles de Larnaka (Chypre) le 25 juin, a été retardé en l'absence d'autorisation nécessaire. Le "comité de levée du siège" du Hamas a imputé le retard à la pression israélienne sur le gouvernement chypriote (Site Internet Free Gaza, 25 juin 2009). Le 29 juin, le bateau "Spirit of Humanity" a quitté Larnaka pour Gaza (Site Internet Free Gaza, 29 juin 2009).



**Gauche : Le "Spirit of Humanity." Droite : Départ du navire de Larnaka
(Site Internet Free Gaza, 29 juin 2009)**

■ La branche américaine de Viva Palestine a publié une invitation via son site Internet aux personnes désireuses de rejoindre le convoi d'aide humanitaire de l'organisation, qui quittera New York début Juillet pour arriver à Gaza via l'Egypte. Un convoi semblable quittera la Grande-Bretagne (Site Internet Viva Palestine, 24 juin 2009).

Le Hamas resserre son emprise sur la bande de Gaza

■ Dans le cadre de ses efforts pour renforcer son contrôle sur la bande de Gaza, le Hamas a récemment accru son inspection des établissements d'enseignement supérieur. Son administration fonctionne principalement à l'encontre de l'Université Al-Azhar et du Collège Palestine, deux institutions affiliées au Fatah. L'administration *de facto* du Hamas a affaibli ces institutions financièrement en surveillant les fonds qu'elles reçoivent et en infiltrant ses membres au sein du personnel enseignant.

La question du soldat franco-israélien détenu en otage, Gilad Shalit

■ Le 25 juin a marqué le troisième anniversaire de l'enlèvement de Gilad Shalit. Contrairement à l'année dernière, la question n'a pas été largement couverte par les médias palestiniens. Les déclarations du Hamas à ce sujet témoignent d'une tendance à la baisse de ses attentes, et l'organisation a réfuté des informations publiées dans les médias faisant état de progrès dans les contacts. Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a déclaré que les informations publiées étaient non seulement incorrectes, mais pouvaient aussi être nuisibles. Selon lui, "moins nous parlons et plus nous nous concentrons sur l'action" (Ministère israélien de la Défense, 28 juin 2009).

■ A ce propos :

- Dans un communiqué officiel, le Hamas a déclaré qu'aucun progrès n'avait été réalisé dans les contacts et que l'organisation n'avait eu aucun rapport avec des informations relatives à ce sujet (Site Internet Palestine-Info du Hamas, 23 juin 2009).

- **Les hauts responsables du Hamas** (Khaled Mashaal, Ismail Haniya, Osama al-Zeini) ont nié les informations se rapportant aux progrès des négociations. Osama al-Zeini a déclaré que depuis que Benjamin Netanyahu avait été élu Premier ministre, aucune nouvelle proposition n'avait été faite.



Osama al-Zeini (Site Internet Palestine-Info du Hamas, 29 juin 2009)

● **Le ministère des Affaires des prisonniers de l'administration *de facto* du Hamas** a officiellement annoncé qu'il exigeait des médias d'arrêter de spéculer sur un échange de prisonniers qui, a-t-il affirmé, a une influence négative sur le moral des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes et sur leurs familles (Site Internet Qudsnet, 28 juin 2009). Des centaines de proches des Palestiniens détenus en Israël ont organisé une manifestation au terminal d'Erez, appelant à la levée de la fermeture de la bande de Gaza et à la libération de Gilad Shalit uniquement en échange de **la libération de tous les prisonniers palestiniens** incarcérés en Israël (Agence France Presse, 24 juin 2009).



La bande de Gaza marque le troisième anniversaire de l'enlèvement de Gilad Shalit (Site Internet Palestine-Info du Hamas, 29 juin 2009)

Scène politique

Discours de Mahmoud Abbas

■ Ci-dessous les points principaux soulignés par Mahmoud Abbas dans un discours prononcé à l'occasion de la cérémonie de pose de la première pierre d'un projet immobilier à Ramallah (Télévision palestinienne, 29 juin 2009).

● **Le dialogue palestinien interne au Caire** : Des instructions claires ont été données à la délégation qui est partie pour le Caire : "Nous voulons que ce dialogue réussisse à n'importe quel prix." Pour cette raison, l'Autorité Palestinienne a libéré certains des détenus de ses prisons.

- **Application de la feuille de route** : L'Autorité Palestinienne a respecté ses engagements selon le premier article de la feuille de route, tandis qu'Israël n'a pas arrêté de construire des implantations. "Ce n'est pas une condition préalable, nous ne proposons pas de conditions, la question est inscrite dans la feuille de route."
- **La vision de deux Etats** : L'Autorité Palestinienne reconnaît l'Etat Israël sur la base des frontières de 1967. "Israël doit reconnaître la vision de deux Etats sans faire de demande lui ôtant toute signification" [cf., le refus palestinien de reconnaître l'Etat Israël comme Etat national des Juifs].
- **La normalisation des relations entre les Etats arabes et Israël** : La normalisation arrivera seulement en échange de l'établissement d'un Etat palestinien et d'un retrait d'Israël du plateau du Golan et des fermes de Shebaa. Après cela, selon Mahmoud Abbas, 57 états, un tiers des Etats du monde, diront à Israël, "Nous sommes prêts à avoir des relations [diplomatiques] avec vous."

Discours de Khaled Mashaal

- Le 26 juin, Khaled Mashaal, le président du bureau politique du Hamas à Damas, a prononcé un discours révélant la position du Hamas sur plusieurs points politiques. Son discours n'a pas été particulièrement enflammé mais n'a pas adopté le ton relativement conciliant récemment adopté par le Hamas envers les Etats-Unis.



**Khaled Mashaal prononce son discours
(Site Internet Palestine-Info du Hamas, 29 juin 2009)**

- Ci-dessous les principaux points du discours (Télévision Al-Aqsa, 26 juin 2009) :
 - **Politique américaine** : Le changement de la politique américaine comme exprimé dans le discours du Président Obama au Caire le 4 juin était positif. Cependant, un discours

plein de promesses n'est pas assez, il doit être suivi d'actions sérieuses et d'initiatives sur le terrain.

- **Les principes de l'entente politique** : Sans référence explicite à la vision de deux Etats, Mashaal a noté que le Hamas ne reconnaissait pas l'Etat juif d'Israël, parce que cela revenait à nier le "droit au retour" [des Palestiniens].

- **Les conditions du Hamas pour un accord de paix** : Les conditions comprennent un retrait total d'Israël aux frontières de 1967, le démantèlement des implantations, l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec une souveraineté totale dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem pour capitale, la mise en œuvre totale du "droit au retour" de tous les réfugiés palestiniens.

- **Le discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu** : Netanyahu a annoncé que la construction dans les implantations continuerait et en agissant ainsi, "vide l'Etat palestinien." Mashaal a déclaré que Netanyahu avait également nié le droit des Palestiniens sur Jérusalem et le "droit au retour," se plaignant que malgré la position de Netanyahu, aucun pays occidental n'a critiqué le discours.

- **"La résistance" [cf., le terrorisme]** : Il a souligné l'adhésion continue "à la résistance armée" comme moyen d'établir l'Etat palestinien.

- **L'échange de prisonniers** : L'intransigeance d'Israël a saboté l'échange de prisonniers jusqu'ici. Mashaal a indiqué que le Hamas était toujours enclin à parvenir à un accord.

- **Le dialogue palestinien interne** : Le Hamas est soumis au processus de la réconciliation par le dialogue sous l'égide égyptienne mais les activités des forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne contre le Hamas en Judée-Samarie sont nuisibles aux efforts déployés.

- Les porte-parole palestiniens, affiliés au Fatah et à l'Islam radical, ont critiqué le discours de Khaled Mashaal :

- **Azzam al-Ahmed**, le chef de la faction du Fatah au Conseil Législatif Palestinien, a déclaré que Khaled Mashaal n'avait rien de nouveau à dire hormis son message aux Etats-Unis, visant à réaliser une ouverture pour les relations entre le Hamas et les Etats-Unis, que le Fatah soutient (Télévision Al-Jazeera, 25 juin 2009).

- **Marwan al-Hamid**, conseiller de Mahmoud Abbas, a déclaré qu'avec son discours, Khaled Mashaal avait rejoint le programme national palestinien décidé par l'OLP en 1988. Il

a ajouté se demander pour quelle raison il avait été nécessaire d'attendre 20 ans avant de l'adopter (Télévision russe Al-Youm, 25 juin 2009).

● **Le Parti de Libération**, parti islamique radical,¹ a publié un communiqué critiquant le discours de Khaled Mashaal, notant que les déclarations au sujet d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 témoignaient d'une "reddition des terres palestiniennes historiques" (Al-Ghad, 29 juin 2009). En réaction, les forces de sécurité du Hamas ont arrêté plusieurs activistes du parti dans la bande de Gaza (Al-Hayat Al-Jadeeda, 29 juin). Hassan al-Madhoun, du bureau d'information du parti, a annoncé que le Hamas avait libéré les activistes arrêté le 28 juin (Site Internet PalToday, 29 juin 2009).

Israël libère Aziz Dweik, membre du Hamas et ancien président du Conseil Législatif Palestinien

■ Le 23 juin, Israël a libéré le membre du Hamas Aziz Dweik, ancien président du Conseil Législatif Palestinien. Il avait purgé une peine de trois ans et une cour militaire a refusé de prolonger son emprisonnement. Dweik a été arrêté en Août 2006 par les forces de Tsahal à Ramallah. En Décembre 2008, il a été reconnu coupable d'appartenance à une organisation terroriste et condamné à trois années de prison. Il devrait apparemment retrouver ses fonctions de président du Conseil (Télévision Al-Quds, 23 juin 2009). La faction du Hamas au CLP a organisé une réunion dirigée par Ismail Haniya et l'un des sujets abordés portait sur le moyen de réactiver le Conseil en Judée-Samarie (Site Internet du Centre Al-Bayan, 29 juin 2009).



Aziz Dweik, membre du Hamas et président du Conseil Législatif Palestinien, libéré de prison (Site Internet Palestine-Info du Hamas, 29 juin 2009)

¹ Le Parti de Libération est un parti politique panislamique radical, à l'origine palestinien, dont l'objectif est de rétablir le Califat (qui a pris fin en 1924) et de faire appliquer la loi islamique religieuse sur ses citoyens. Le parti est en faveur de la "libération de la Palestine" par le jihad et s'oppose à tout accord politique avec Israël. Il n'a pas de branche militaro-terroriste, mais prône activement l'endoctrinement et l'incitation à la haine au sein de la population palestinienne.

■ A sa libération, il a appelé Israël à accepter l'offre du Hamas d'une accalmie à long terme malgré le refus de l'organisation de reconnaître l'Etat hébreu. Il a affirmé que la proposition visait à atteindre la paix permanente au Moyen-Orient et qu'Israël devait donc céder et permettre l'établissement d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Il a ajouté qu'après l'accalmie, "une génération surgira qui se distancera d'elle-même de toute sorte de conflit et cherchera la réconciliation" (Reuters, 27 juin 2009). Il a nié plus tard avoir tenu de tels propos (Felesteen, 27 juin 2009).

Communiqué du Quartet concernant le conflit

■ Après une réunion le 26 juin, le Quartet a publié un communiqué saluant les engagements du Premier ministre israélien et du Président de l'Autorité Palestinien en vue de l'établissement d'un Etat palestinien. Selon le texte, une paix durable ne sera atteinte que par la réalisation de la vision de deux Etats, des accords de paix entre Israël, la Syrie et le Liban et la normalisation des relations entre les Etats arabes et Israël. La déclaration invite **Israël** à geler la construction dans les implantations, à démanteler les avant-postes construits après Mars 2001 et à s'abstenir d'effectuer des "activités provocatrices" à Jérusalem-Est. Elle invite également les **Etats arabes** à reconnaître Israël et **l'Autorité Palestinienne à poursuivre ses efforts visant à améliorer la sécurité et à mettre en place les institutions qui serviront le futur Etat palestinien.**

■ Le Quartet a souligné son engagement à réaliser la résolution du conflit israélo-arabe par "la terre en échange de la paix," la feuille de route, la vision de deux Etats et les résolutions précédentes du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a également salué Israël et son intention d'alléger les restrictions de mouvement en Judée-Samarie ainsi que son projet de promouvoir et de soutenir l'économie palestinienne (Site Internet du Département d'Etat, 27 juin 2009).

■ L'Autorité Palestinienne a publié un communiqué de presse saluant la déclaration et les recommandations du Quartet. Elle a par ailleurs invité la communauté internationale à faire pression sur Israël pour qu'il respecte ses engagements, particulièrement ceux pris dans le cadre de la feuille de route (Agence de presse Wafa, 26 juin 2009).

Scène interne palestinienne

Le dialogue palestinien interne

■ Les 28 et 29 juin, les délégations du Hamas et du Fatah se sont réunies au Caire à trois reprises sous l'égide d'Omar Suleiman, le chef des renseignements égyptiens. Parmi les sujets abordés figuraient les arrestations mutuelles des activistes du Hamas en Judée-Samarie et des activistes du Fatah dans la bande de Gaza, les élections au sein de l'Autorité Palestinienne et l'établissement d'une force de sécurité commune. Les deux côtés ont annoncé que des progrès significatifs avaient été réalisés (Télévision Al-Jazeera, agence de presse Wafa, 24 juin 2009). Leur intention est d'arriver à la réconciliation avant le 7 juillet, date-butoir fixée par l'Egypte.

■ Suite aux pourparlers du Caire, Mahmoud Abbas a ordonné la libération de 100 détenus du Hamas. Le Hamas, de son côté, a promis de libérer 20 activistes du Fatah détenus dans la bande de Gaza (Site Internet du ministère de l'Intérieur du Hamas, 28 juin 2009). Cependant, les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne ont continué à arrêter des activistes du Hamas, prétendant qu'ils avaient reçu l'ordre de la direction "externe" [cf., Damas] de commettre des attaques terroristes. L'Autorité Palestinienne a donc averti la direction du Hamas en Syrie et les leaders des Brigades Izz al-Din al-Qassam dans la bande de Gaza que "nous protégerons le projet national" et que "le Hamas ferait mieux de ne pas continuer son mauvais chemin." A Khan Yunis, les forces de sécurité du Hamas, selon l'agence de presse Wafa, ont arrêté 150 activistes du Fatah et d'anciens membres des forces de sécurité (Agence de presse Wafa, 29 juin 2009).



Entraînement des forces de l'Autorité Palestinienne dans les secteurs de Jenine et Tubas (Agence de presse Wafa, 23 juin 2009)

Réunion du conseil révolutionnaire du Fatah à Ramallah

■ Le conseil révolutionnaire du Fatah s'est réuni à Ramallah, en présence de 81 des 120 membres. Les délégués de la bande de Gaza n'ont pas reçu d'autorisation de sortie de l'administration *de facto* du Hamas. Trois membres du mouvement qui résident actuellement à l'étranger, dont Farouq Qadoumi et Abu Maher, ont critiqué la légitimité de la réunion. Mahmoud Abbas a ignoré la critique et a organisé la rencontre malgré tout (Agence de presse Wafa, 24 juin 2009). La décision a été prise d'organiser la sixième conférence du Fatah à Bethléem le 4 août, date anniversaire de Yasser Arafat (Al-Hayat Al-Jadeeda, 25 juin 2009).

Événements en Iran

Événements et Iran et certaines réactions

Aperçu général

■ Les manifestations continuent partout en Iran bien qu'à un degré moindre. Les manifestants sont principalement des étudiants, des femmes, des jeunes et des universitaires. La plupart des manifestations ont lieu à Téhéran où elles sont éradiquées par les forces de sécurité internes, les Gardes de la Révolution et la milice Basij, qui n'hésitent pas à arrêter de nombreux manifestants et à utiliser les armes contre eux. En parallèle à la dispersion violente, le régime a pris d'autres mesures, comme la fermeture des journaux et des magazines, et le blocage des sites Internet et des réseaux de communication cellulaires.

■ Le ministère de l'Intérieur iranien a interdit les manifestations, forçant Mir Hussein Moussavi à annuler des événements planifiés. Les Gardes de la Révolution ont publié un communiqué avertissant "les ennemis de l'Iran," particulièrement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël, contre toute ingérence dans les affaires internes de l'Iran. Il est préférable, selon la déclaration, pour ces pays de se concentrer sur leurs propres affaires et sur la situation au Moyen-Orient (Agence de presse Mehr, 23 juin 2009).

Le Président américain condamne la violence

■ Lors d'une conférence de presse, **le Président américain Barack Obama** a vivement condamné les menaces, les violences et les emprisonnements en Iran, déclarant que les Etats-Unis examineraient les événements avant de décider quelles mesures prendre. Il a qualifié les allégations selon lesquelles les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux auraient incité les protestations suite à l'élection de "clairement fausses." Il a indiqué que les Etats-Unis et le reste du monde étaient "épouvantés et outragés" par la violence utilisée contre les manifestants.

■ Il a ajouté déplorer la tactique utilisée par le régime et a exprimé l'appui au courage et au sacrifice montrés par les manifestants, ajoutant que ceux qui œuvrent pour la justice étaient du "bon côté de l'histoire." Barack Obama a poursuivi que le monde suivait les événements en Iran et que les actions du régime influenceraient non seulement l'avenir de l'Iran mais aussi ses relations avec la communauté internationale. Cependant, il a noté que les Etats-Unis respectent la souveraineté de la république iranienne et ne s'immisceront pas dans les affaires internes de l'Iran, précisant que les événements sont du ressort du peuple iranien (Site Internet de la Maison Blanche, 23 juin 2009).

■ **Le Président iranien Ahmadinejad** a critiqué la position américaine concernant les événements en Iran, déclarant que l'Iran ne permettrait pas d'intervention dans ses affaires internes. Quant à Obama, il a indiqué que le Président américain avait fait une grande erreur. Il a ajouté que la conduite actuelle de l'Amérique était incompatible avec le désir d'un dialogue avec l'Iran. Malgré sa critique, il a réitéré que l'Iran était toujours intéressé par un dialogue bilatéral et par la coopération, mais à condition qu'Obama et son administration "changent leur comportement et revoient leurs méthodes" (Agence de presse Mehr, Iran, 26 juin 2009).

Soutien à Ahmadinejad

Syrie

■ Le 29 juin, **Bouthaina Shaaban**, la conseillère du Président syrien Al-Assad (qui a le rang de ministre), a publié un article dans le journal londonien Al-Sharq Al-Awsat dans lequel elle a attaqué la position des pays occidentaux au sujet des événements en Iran, et ce qu'elle a appelé leur double standard, tandis qu'elle a exprimé un soutien, bien que mesuré et prudent, à Ahmadinejad.

■ Elle a affirmé que les médias occidentaux avaient adopté sans exception le point de vue des perdants des élections. Elle a ajouté que les médias occidentaux avaient donné leur "l'appui complet" "aux émeutiers, aux incendiaires des bus et aux pilleurs des magasins," accordant une connotation positive au terme "populace," tandis qu'ils ignorent méthodiquement "la violence et la barbarie" de l'armée d'Israël contre des civils palestiniens.

■ Elle a également accusé les rivaux occidentaux d'Ahmadinejad de vouloir créer "une crise artificielle" en Iran, engendrer un schisme dans l'establishment religieux et détruire le régime islamique. Elle a affirmé que ces objectifs étaient ceux de l'Occident et d'Israël, qui considèrent le renversement du régime iranien comme "un but stratégique" pour lequel ils font des projets et engendrent des fonds.

Hezbollah

■ **Cheik Naim Qassem, vice-secrétaire général du Hezbollah**, s'est fait l'écho de la propagande iranienne, déclarant qu'il est évident que les émeutes en Iran sont orchestrées de l'étranger et sont le résultat "d'un complot des renseignements" occidentaux et américains visant à embraser l'Iran. Il a ajouté que l'Iran avait de nouveau réussi à surmonter "un complot extérieur." Au sujet du Hezbollah, il a déclaré que l'organisation respectait le choix du peuple iranien et n'avait pas l'intention de s'ingérer dans les affaires internes de l'Iran (Agence France Presse, 26 juin 2009).

Le nouveau gouvernement libanais

■ Après deux jours de consultations parlementaires, le Président libanais Michel Suleiman a chargé Sa'ad Hariri, le leader sunnite de l'Alliance du 14-Mars, de former le nouveau gouvernement. Hariri, qui a remporté l'élection, a été élu au poste de Premier ministre par 86 membres du Parlement libanais. Nabih Berri, le chef de file chi'ite du mouvement Amal, a été élu par une grande majorité à un cinquième mandat au poste de Président du Parlement.

■ **Noaf al-Moussawi**, député du Hezbollah au Parlement libanais, a déclaré que son organisation était prête à coopérer avec Hariri au sein d'un "gouvernement d'union nationale" aspirant à un "partenariat véritable dans la décision" [cf., le Hezbollah recevrait "un tiers

bloquant" qui lui donnerait à lui et au camp pro-syrien le droit de veto]. Il a **averti** qu'en cas d'absence de formation d'un gouvernement d'unité nationale, cela signifierait "la paralysie et la tension" semblables à la période de crise politique [qui a pris fin avec les manifestations populaires et a mené à l'accord de Doha en Mai 2008] (Radio BBC, 27 juin 2009). L'Alliance du 14-Mars a jusqu'ici refusé d'allouer le "tiers bloquant" au Hezbollah, bien que dans l'avenir, elle soit susceptible de céder aux menaces de violence proférées par le Hezbollah.